

ECA/SRO-WA

ECONOMIC COMMISSION FOR AFRICA
SUB-REGIONAL OFFICE FOR WEST AFRICA



CEA/BSR-AO

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
BUREAU SOUS-REGIONAL POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

Systeme de Gouvernance et Strategie Africaine de creation et de retention de la richesse

Programme de communication strategique.

www.uneca.org

Niamey, Niger

30 avril 2008



Sommaire

Introduction	1
Visite guidée du musée du partenariat pour le développement de l’Afrique.....	4
S’unir dans l’action autour de priorités et des objectifs porteurs d’espoir.....	6
Quels sont les déterminants du système de gouvernance ?.....	7
Quels sont les déterminants de la stratégie africaine de création et de rétention de la richesse ?	9
 Comment doit-on faire pour raffermir la volonté collective et la détermination pour s’unir dans l’action?	13
Le Bureau sous-régional pour l’Afrique de l’Ouest : Son ambition pour l’Afrique	15
Appel à partenariat pour la mise en œuvre du Programme de communication stratégique ..	18
Agir maintenant et plus de temps à perdre : Business Forum sur le riz	19
Annexe : Ordre du jour provisoire du Business Forum sur le riz	22
Sources d’information	24

Listes de Tableaux et Figures

Tableau 1: Règles de rétention de la richesse et règles de répartition du capital globalisé au sein de la co-entreprise.....	11
Tableau 2: Valoriser au mieux les valeurs culturelles et sociales	14
Figure 1: Un partenariat public-privé non intelligent au niveau national et régional et non stratégique au niveau international pour créer les 2Afriques.	2
Figure 2: Tension entre la croissance économique globale générée de l'exploitation des opportunités d'investissement africaines et le niveau d'accumulation de richesse privée pour les citoyens africains. ...	3
Figure 3 : Illustration des modèles erronés de développement sous le partenariat global pour le développement et le développement de l'Afrique.	4
Figure 4 : Libéralisation de l'accès aux capacités de création de richesse à travers un partenariat public-privé intelligent au niveau national/régional et stratégique au niveau international.	10

Introduction

La recherche entreprise par le Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest (BSR-AO) de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) basé à Niamey, Niger et couvrant les 15 pays de l'Afrique de l'Ouest a consisté d'abord à mieux comprendre le partenariat global pour le développement de l'Afrique et le partenariat global pour le développement. Le Bureau a ainsi découvert que le musée de partenariat est rempli de modèles erronés de développement en matière de création et de rétention de la richesse générée à partir de l'exploitation des opportunités d'investissement africaines.

Le rapport de développement humain des Nations Unies préparé sous le leadership du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) est une bonne mesure du résultat du partenariat global pour le développement et pour le développement de l'Afrique. Le rapport de 2006 montre qu'aucun pays africain ne figure parmi les 30 pays au monde où il fait mieux vivre (most livable) et que les 30 pays où il fait moins bien vivre (least livable) sont tous de l'Afrique avec 11 en Afrique de l'Ouest y compris le Nigéria.

Les manifestations de ces modèles erronés de développement sont partout avec nous et on peut de façon instantanée transformer son environnement immédiat en annexe du musée pour convaincre les plus sceptiques des besoins de changement dans le partenariat. Ce partenariat public-privé qui gère mal le nexus commerce/ investissement et le capital globalisé mobilisé pour l'exploitation des opportunités d'investissement africaines a favorisé l'apparition de (deux) 2Afriques (figure 1):

D'une part

1. Une Afrique qui est riche en capacités de création de richesse, et
2. Une Afrique qui a des citoyens qui ne sont pas riches et qui ont une capacité faible d'accumulation de la richesse privée.

Et d'autre part

1. Une Afrique qui contribue et de façon progressive et substantielle à la création de la richesse globale par l'exploitation des opportunités d'investissement africaines et des capacités de création de richesse, et
2. Une Afrique qui voit sa capacité de rétention de la richesse globale générée de l'exploitation des opportunités d'investissement diminuer de jour en jour.

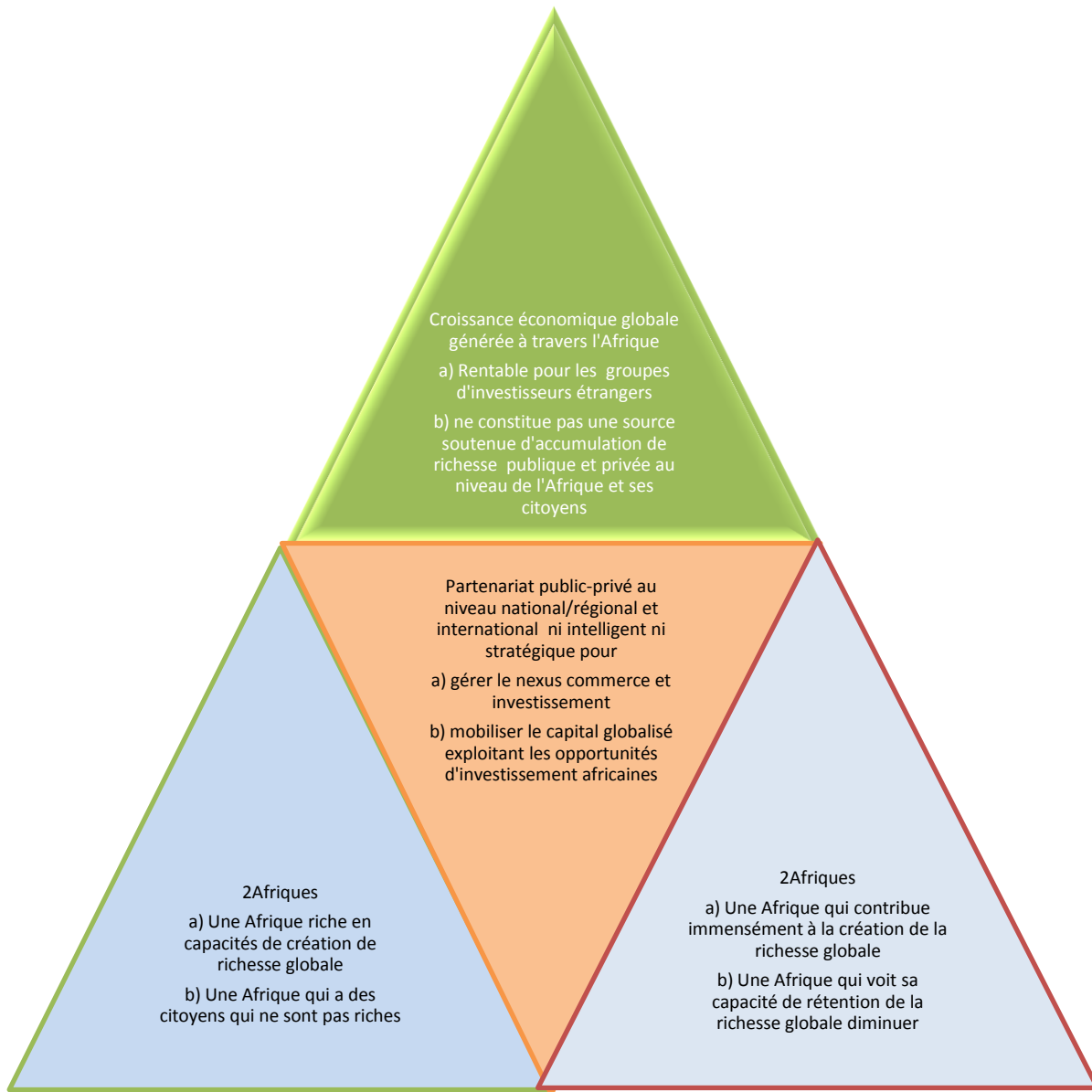


Figure 1: Un partenariat public-privé non intelligent au niveau national et régional et non stratégique au niveau international pour créer les 2Afriques.

Ces modèles erronés font aujourd'hui que la croissance économique globale générée à partir de l'exploitation des opportunités d'investissement africaines ne constitue pas une source soutenue d'accumulation de richesse privée pour les citoyens africains. Elle reste cependant une source d'accumulation de la richesse pour les citoyens des autres régions.

Cette anomalie est source de menaces contre les capacités de création de richesse africaines. Elle est source de menace contre les capacités d'accumulation de richesse privée pour la minorité de citoyens africains et les citoyens d'autres régions exploitant les opportunités d'investissement africaines.

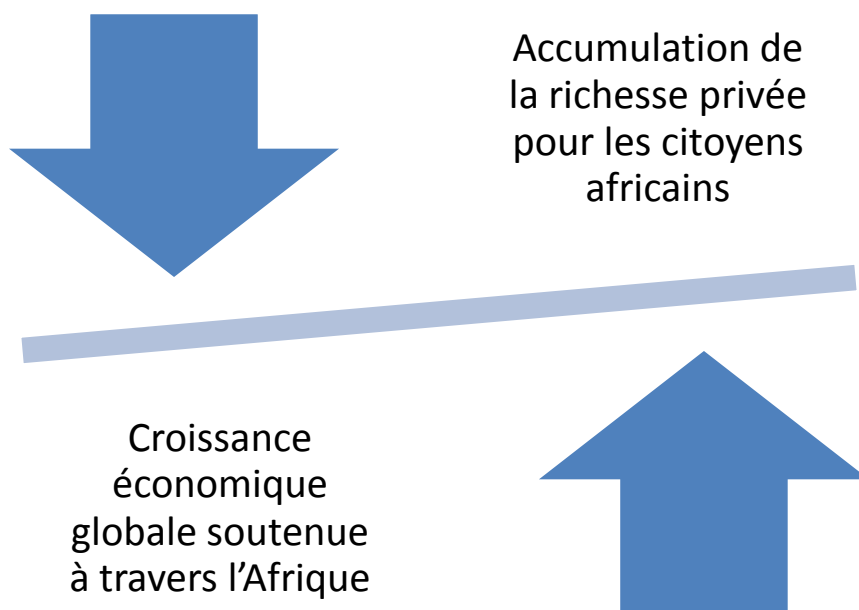


Figure 2: Tension entre la croissance économique globale générée de l'exploitation des opportunités d'investissement africaines et le niveau d'accumulation de richesse privée pour les citoyens africains.

La manifestation contre la vie chère qui est perceptible à travers la sous-région Afrique de l'Ouest est une conséquence de la tension entre la croissance économique globale et la capacité de rétention de la richesse générée. La manifestation contre la vie chère peut être vue comme le prélude à une attaque généralisée contre les capacités de création de richesse et la minorité des citoyens africains et ceux des autres régions exploitant les opportunités d'investissement africaines pour accumuler de la richesse privée à l'exclusion de la majorité des africains.

La manifestation présente des risques et des opportunités pour les leaders africains des partis politiques au pouvoir et dans l'opposition organisée, les leaders de la communauté des affaires et les leaders des groupes de la société civile. Elle doit offrir plus d'opportunités pour « unir dans l'action » le leadership des partis politiques au pouvoir et dans l'opposition organisée, le leadership de la communauté des affaires, et le leadership des groupes de la société civile pour réaliser les priorités et les objectifs reformulés sous le Programme.

La crise ne doit opposer le leadership des partis politiques au pouvoir ni au leadership des partis politiques de l'opposition organisée ni au leadership de la communauté des affaires et ni au leadership des groupes de la société civile. Tout le leadership africain est coupable de la situation actuelle en commençant par les créateurs africains de nouvelles idées qui ont le devoir de mieux informer le processus de développement en utilisant des modèles qui collent à la réalité.

La crise de la vie chère doit servir de déclencheur pour reprendre le leadership et s'approprier le processus de développement de l'Afrique. Le Programme de communication stratégique est conçu pour reprendre le leadership et s'approprier le processus du développement en Afrique.

Visite guidée du musée du partenariat pour le développement de l'Afrique

Le Bureau utilise le cas du coton en remontant les activités de valeur ajoutée dans la chaîne globale de produits menant à la production d'un mètre de bazin prêt à porter pour mieux illustrer la nature erronée des modèles de développement et aider à raffermir la volonté collective et la détermination afin d'effectuer les changements nécessaires. Dans le processus (figure 3), les opportunités d'investissement régionales allouées pour exploiter une partie des ressources régionales en eaux et en terres aident à produire du coton dont 200 FCFA de valeur suffisent pour produire un mètre de bazin créant 5500 FCFA de richesse avec le label Gagny Lah. Le mètre du bazin prêt à porter génère en moyenne 12500 FCFA de richesse.

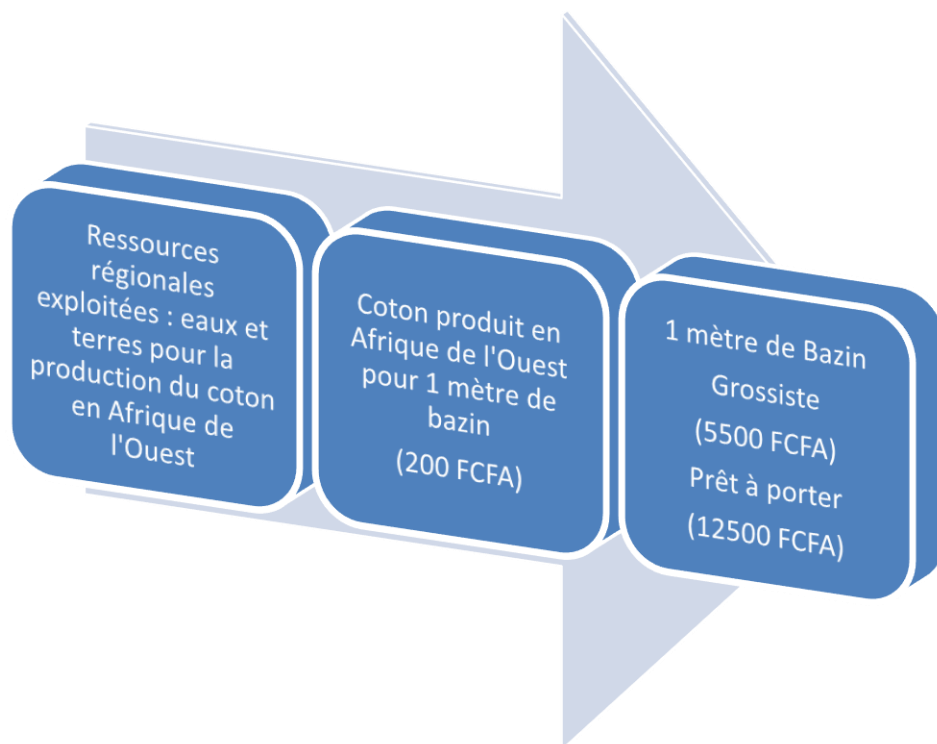


Figure 3 : Illustration des modèles erronés de développement sous le partenariat global pour le développement et le développement de l'Afrique.

L'aberration est que l'Afrique est la seule consommatrice de la production globale du bazin mais le capital globalisé mobilisé pour financer les activités de valeur ajoutée, surtout les activités les plus lucratives, n'est pas suffisamment inclusif de la participation des groupes d'investisseurs africains. Le partenariat public-privé en matière de gestion du commerce et d'investissement lié au coton/bazin n'est ni intelligent au niveau national et régional ni stratégique au niveau international pour que l'Afrique continue à contribuer à travers son coton à la création de la richesse globale.

La poursuite d'un tel modèle erroné de développement fait que sur les 200 FCFA de coton nécessaire pour faire un mètre de bazin nos estimations montrent que les groupes d'investisseurs africains ne

retiennent pas plus de 30 FCFA. Les groupes d'investisseurs africains retiennent très peu de richesse accumulée au niveau de la production du bazin parce qu'ils disparaissent dès que le coton commence à remonter la chaîne de produit bazin qui est produit en Europe mais ils réapparaissent pour les activités de commercialisation.

Les activités de grande distribution sont le monopole d'une entreprise familiale au Mali pour le label Gagny Lah et les activités de détaillant sont menées par les femmes disséminées dans les pays de la sous-région. Les activités de consommation sont exclusivement africaines c'est-à-dire que 100 pourcent de la production globale est consommée en Afrique.

Bien que l'Afrique ait une place prépondérante dans le partenariat pour le coton dans la filière bazin, nos estimations montrent que moins de 10 pourcent de la richesse globale générée à partir d'un mètre de bazin prêt à porter (12500 FCFA) est retenue par les groupes d'investisseurs africains privés et publics. Avec un si faible niveau d'accumulation de la richesse privée et publique au niveau de l'Afrique, il est normal que le coton avec une si grande capacité de création de richesse globale contribue peu au renforcement de la capacité de rétention de la richesse et par suite au développement de l'Afrique.

La gestion de la filière bazin explique en partie la raison pour laquelle l'économie du coton est menacée à travers la sous-région. Si la situation du coton continue à se détériorer, ce sont les sources d'approvisionnement nationales en céréales qui seront menacées ajoutant au risque d'instabilité.

La privatisation de la gestion du coton selon la méthode orthodoxe ne saurait être la solution. Elle alimentera le musée d'un autre exemple de modèle erroné de partenariat et de développement.

Des changements bien gérés dans le partenariat public-privé en matière de commerce et d'investissement et dans la constitution du capital globalisé pourraient rendre viable et rentable l'économie du coton. Le Programme de communication s'applique au coton dans sa composante business forum.

L'utilisation de modèles erronés est généralisée en Afrique pour justifier l'existence de deux Afriques et les réactions liées à la vie chère. Prenons le cas du Sénégal, un des trois principaux importateurs de riz en Afrique où un parlementaire et Vice-président à l'Assemblée Nationale a fait une visite au musée.

Selon les statistiques utilisées par ce représentant du peuple, le Sénégal consomme 800000 tonnes de riz par an pour une production nationale de 200000 tonnes. Le Sénégal importe principalement de Thaïlande qui utilise un paquet technologique avec un rendement à l'hectare entre 2 et 4 tonnes contre un rendement au Sénégal pouvant varier entre 4 et 8 tonnes de riz paddy avec très peu du potentiel irrigable pleinement exploité.

La visite du musée par le Chef du Gouvernement du Mali lui a fait découvrir qu'avec la volonté collective et la détermination à quelques semaines de la campagne de 2008-2009 le Mali pourra réaliser son potentiel de puissance exportatrice de riz en commençant avec 100000 tonnes. Il a entrepris d'organiser des forums publics pour l'émergence d'une plateforme soutenue mobilisant tous les acteurs de développement pour que le potentiel de production du riz puisse connaître un début de réalisation.

Le Mali est une Nation paradoxalement importatrice de riz depuis des décennies et qui est dotée d'un barrage depuis 75 ans dans une zone ayant un potentiel d'environ 1 million d'hectares. Des paquets

technologiques existent pour un rendement atteignant les 6,5 tonnes de riz paddy par hectare dans la zone Office du Niger.

S'unir dans l'action autour de priorités et des objectifs porteurs d'espoir

« Unis dans l'action » autour des priorités et des objectifs porteurs bien définis, le leadership africain pourrait transformer les risques offerts par la globalisation en opportunités pour l'intérêt des citoyens Africains et globaux. « Unis dans l'action », le leadership africain doit œuvrer à rendre intelligent le partenariat public-privé en matière de gestion du commerce et des investissements au niveau national/régional et stratégique au niveau international pour utiliser au mieux les ressources régionales pour combler en priorité le fossé qui existe entre les 2Afriques.

« Unis dans l'action » le leadership africain doit réorienter ses efforts vers la poursuite des objectifs menant vers un développement effectif pour:

1. Construire à travers la sous-région de l'Afrique de l'Ouest des États qui soient:
 - a. Capables d'aider les affaires à prospérer et à contribuer à l'accumulation de la richesse privée au niveau des investisseurs, des entrepreneurs et des travailleurs, et à l'accumulation de la richesse publique au niveau national et sous-régional pour faire face de façon soutenue et durable à la demande des groupes de la société civile et de la communauté des affaires;
 - b. Comptables avec des leaders qui rendent compte aux citoyens dont ils tirent leur légitimité, et
 - c. Réceptifs à la demande sociale et des citoyens africains;
2. Rendre la régionalisation effective afin qu'elle offre à chaque État l'opportunité de voir son développement dépendre de plus en plus du socle économique et fiscal de la région Afrique à travers:
 - a. L'opérationnalisation de la vision partagée d'une Afrique comme « Union de Nations » en réseau autour de leurs économies et marchés pour une interdépendance économique d'au moins 60 pourcent ;
 - b. La transformation des institutions d'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest en véritables facilitatrices de création de nouvelles idées pour une valorisation au mieux de la créativité des africains et une utilisation au mieux des autres ressources régionales en vue de réaliser les priorités et les objectifs de développement ;
 - c. L'institutionnalisation d'un Prélèvement fiscal communautaire unique de l'Afrique de l'Ouest (PCUAO) au niveau de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) suffisamment substantiel pour couvrir les besoins en fonctionnement de toutes les institutions d'intégration régionale de l'Afrique de l'Ouest à concurrence

de 40 pourcent et de 60 pourcent pour la facilitation de l'intégration régionale y compris le financement des grands projets d'intégration socio-économique et physique et des programmes de distribution équitable de la richesse régionale générée, et

- d. La formation de multinationales africaines par fusion, acquisition ou par création pour exploiter à travers toute la sous-région les opportunités d'investissement africaines en partenariat avec des multinationales étrangères bien ciblées qui serviront de partenaires stratégiques ou appartiendront à un pool de partenaires.
3. Rendre la globalisation effective en offrant:
- a. Aux investisseurs étrangers moins de risques et plus d'opportunités d'accumuler de la richesse privée à partir de l'utilisation au mieux des opportunités d'investissement régionales ;
 - b. Aux citoyens africains une croissance économique globale qui soit rentable, qui vienne avec la paix et la prospérité, et qui soit une source soutenue d'accumulation de richesse privée, et
 - c. Aux citoyens globaux plus d'opportunités et moins de risques dans le cadre d'un partenariat stratégique global pour le développement.

Avec le Système de Gouvernance et la Stratégie Africaine de Création et de Rétention de la Richesse (SGSACRR), l'Afrique réalisera son potentiel de puissance économique avec une voix qui comptera et qui sera respectée dans les arènes internationales. La grandeur de la société africaine et la dignité des citoyens africains seront ainsi retrouvées.

Le leadership africain consacra sa créativité véritable au développement de l'Afrique. L'énergie du leadership africain sera libérée de la mobilisation et de l'administration de l'aide pour se focaliser sur la construction d'États capables, comptables et réceptifs à travers le continent.

Quels sont les déterminants du système de gouvernance ?

Les changements apportés dans le système de gouvernance actuel sont pour la promotion de la transparence dans les relations partenariales entre les secteurs privés et publics, pour que leurs leaders restent « unis dans l'action » dans la poursuite des priorités et des objectifs cités ci-dessus. « Unis dans l'action », le leadership des partis politiques au pouvoir et dans l'opposition organisée, en partenariat avec celui de la communauté des affaires et celui des groupes de la société civile, devrait s'atteler à rendre le partenariat public-privé en matière de gestion du commerce et des investissements intelligent au niveau national/régional et stratégique au niveau international afin d'aider à combler le fossé qui existe entre :

1. Une Afrique qui est riche et une Afrique qui a des citoyens qui ne sont pas riches, et

2. Une Afrique qui contribue immensément à la création de la richesse globale par l'exploitation de ses opportunités d'investissement et une Afrique qui voit sa capacité de rétention de la richesse globale diminuer de plus en plus.

« Unis dans l'action », le leadership de la communauté des affaires en partenariat avec celui des partis politiques au pouvoir et dans l'opposition organisée et celui des groupes de la société civile devrait s'atteler à entreprendre les tâches suivantes :

1. Faciliter l'émergence d'une nouvelle race d'entrepreneurs et d'investisseurs africains qui ambitionnent d'investir dans les activités de valeur ajoutée le long de la chaîne globale des produits, au point de pouvoir contrôler les filiales africaines des multinationales gérant le capital globalisé mobilisé pour exploiter les opportunités d'investissement offertes par l'Afrique. Cette nouvelle race doit ambitionner d'investir suffisamment pour avoir le droit de vote au niveau de la société mère de chaque multinationale servant de partenaire stratégique dans l'exploitation des opportunités d'investissement africaines;
2. Faciliter l'émergence de compagnies transnationales africaines pour mobiliser le capital régional appartenant à des groupes d'investisseurs africains privés aussi bien que publics et à dominance privée sauf dans le cas de compagnies qui exploitent les opportunités d'investissement touchant la souveraineté nationale/régionale telles que celles liées, par exemple, à l'uranium (sécurité énergétique et sécurité militaire obligent). Ces dernières doivent être gérées comme des entreprises privées même si les investisseurs privés sont minoritaires;
3. Rendre le capital globalisé inclusif de la participation des groupes d'investisseurs africains par la formation de co-entreprises ou entreprises conjointes pour une utilisation au mieux des opportunités d'investissement pour au mieux exploiter les marchés africains et les ressources africaines. La co-entreprise est formée entre une multinationale africaine, la multinationale étrangère la meilleure au monde pour exploiter les opportunités d'investissement sous examen et un pool de multinationales étrangères toutes « unies dans l'action » pour optimiser la contribution de la région Afrique à la création de la richesse globale avec une capacité renforcée pour l'Afrique de retenir une part plus importante de la richesse globale générée, et
4. Rendre opérationnelle la vision partagée de l'Afrique comme union des nations en réseau autour de leurs économies et de leurs marchés en mobilisant le capital dit régionalisé à travers des multinationales africaines qui peuvent exploiter toute opportunité d'investissement liée aux marchés des pays de la région et des ressources humaines et naturelles à travers toute l'Afrique; qui peuvent avoir leur siège partout en Afrique; qui peuvent opérer et ouvrir des succursales partout en Afrique; qui peuvent vendre et acheter partout en Afrique, et qui peuvent former des entreprises conjointes selon les règles de gestion des capacités de création de la richesse (CCR) et de capacités de rétention de la richesse (CRR).

« Unis dans l'action », le leadership des groupes de la société civile en partenariat avec celui des partis politiques au pouvoir et dans l'opposition organisée et celui de la communauté des affaires devrait s'atteler à entreprendre les tâches suivantes :

1. Promouvoir la vision partagée d'une Afrique comme union des nations en réseau autour de leurs économies et de leurs marchés pour rendre la régionalisation plus effective, afin que le

développement de chaque État devienne plus dépendant du socle économique et fiscal de la région Afrique ;

2. Mettre la pression sur le leadership des partis politiques en particulier pour que la richesse publique retenue soit répartie de façon optimale entre la création de la croissance économique et la réalisation des objectifs sociaux et environnementaux ;
3. Mettre la pression sur le Parlement de la CEDEAO pour le suivi régulier de l'état de la régionalisation et son impact sur l'accumulation de la richesse publique et privée au bénéfice de l'Afrique, et
4. Aider à recouvrer la grandeur de la société africaine et reformer l'aide comme discutée ci-dessous et faire de l'aide au développement et l'assistance humanitaire sous leur forme actuelle des souvenirs du passé.

Quels sont les déterminants de la stratégie africaine de création et de rétention de la richesse ?

Les changements liés à la Stratégie Africaine de création et de rétention de la richesse (SACRR) reposent sur une meilleure gouvernance d'entreprise et économique, une meilleure gouvernance régionale et globale et une meilleure gouvernance sociale et culturelle pour mieux gérer le capital globalisé mobilisé pour l'exploitation des opportunités d'investissement africaines. Le capital globalisé sera inclusif de la participation des groupes d'investisseurs africains et non-africains selon des règles transparentes et prévisibles pour une gestion équitable et un accès ordonné aux capacités de création de richesse à travers la région Afrique.

Les capacités de création de la richesse seront développées par un appel à partenariat entre trois types d'entreprises pour former la co-entreprise qui sont:

1. Entreprise transafricaine créée par fusion ou acquisition ou nouvelle création pour mobiliser le capital régionalisé et les investissements des groupes d'investisseurs africains privés et publics pour exploiter des opportunités d'investissement africaines seule (dans certains cas et pour des activités avec une entrée limitée réservée aux investisseurs locaux, nationaux et régionaux) ou en joint venture à travers (Figure 3 et Tableau 1) la co-entreprise;
2. Entreprise transnationale étrangère de renommée internationale connue pour ses résultats qui doit être ciblée pour être le partenaire stratégique de l'entreprise transafricaine et à motiver en lui offrant une part substantielle du capital globalisé de la co-entreprise dans la limite de la règle de rétention de la richesse, et
3. Pool d'entreprises transnationales étrangères qui sont reconnues internationalement et qui doivent être invitées pour se joindre à l'entreprise transafricaine et à l'entreprise multinationale étrangère, partenaire stratégique, pour former la co-entreprise et ensemble pour mobiliser le capital nécessaire à l'exploitation des opportunités d'investissement africaines et dans la limite des règles de rétention de la richesse.

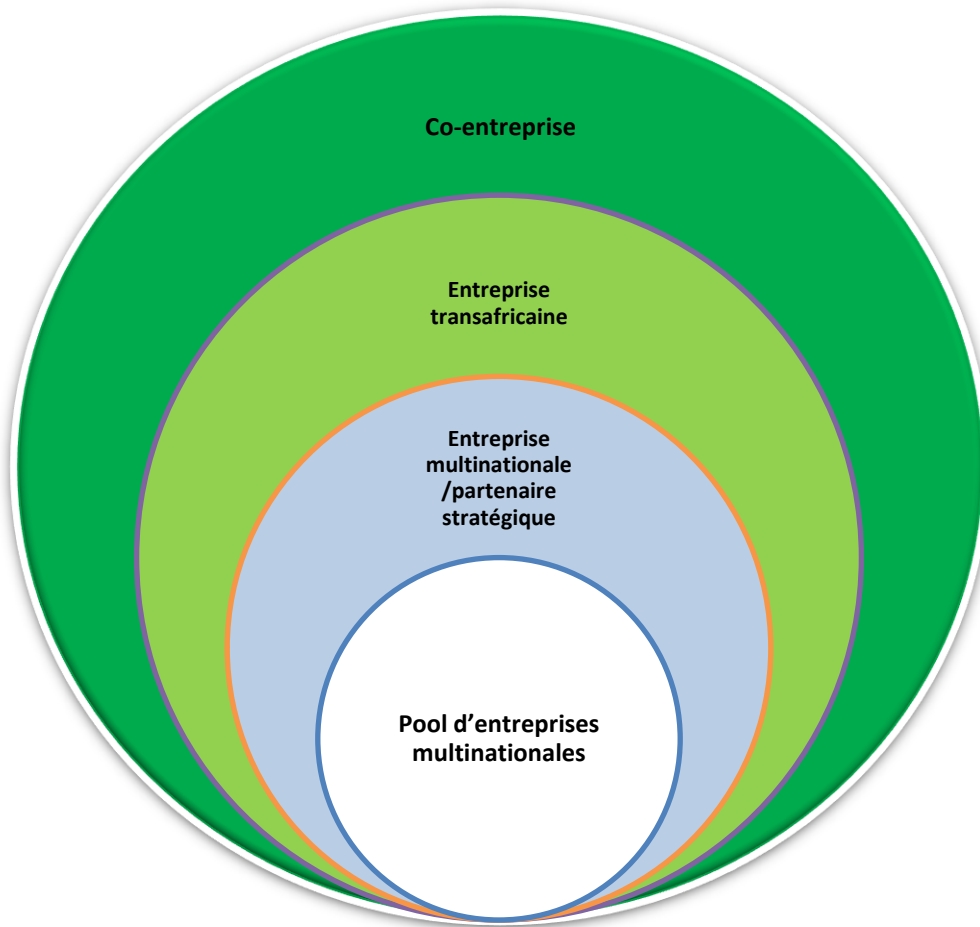


Figure 4 : Libéralisation de l'accès aux capacités de création de richesse à travers un partenariat public-privé intelligent au niveau national/régional et stratégique au niveau international.

Les règles de rétention de la richesse (RRR) qui gouvernent la gestion des capacités de création et de rétention de la richesse et la formation du capital globalisé mobilisé pour l'exploitation des opportunités d'investissement africaines sont définies comme suit :

1. Co-entreprise établie pour l'exploitation des opportunités d'investissement liées à la production minière selon la clef de répartition des capacités de création de richesse et les règles de rétention de la richesse : $40^+/30/30^-$. Pour la co-entreprise minière, au moins 40 pourcent des parts seront réservées à l'entreprise transafricaine, au plus 30 pourcent pour l'entreprise multinationale en position de partenaire stratégique et au plus 30 pourcent pour le pool d'entreprises multinationales ;
2. Co-entreprise établie pour l'exploitation des opportunités d'investissement liées à la production des produits industriels et intermédiaires et de consommation finale destinés aux marchés régionaux selon la clef de répartition des capacités de création de richesse et les règles de rétention de richesse : $60^+/30/10^+$. Pour la co-entreprise de production des produits industriels et intermédiaires et des produits de consommation, au moins 60 pourcent des parts seront réservées pour l'entreprise transafricaine, au plus 30 pourcent pour l'entreprise multinationale en position de partenaire stratégique et au moins 10 pourcent pour le pool d'entreprises multinationales ;

3. Co-entreprise établie pour l'exploitation des opportunités d'investissement liées à la grande distribution des produits de consommation industrielle et intermédiaire et finale selon la clef de répartition des capacités de création de richesse et les règles de rétention de richesse : 60⁺/30⁻/10⁺. Pour la co-entreprise de grande distribution des produits de consommation industrielle et de consommation finale, au moins 60 pourcent des parts seront réservées pour l'entreprise transafricaine, au plus 30 pourcent pour l'entreprise multinationale en position de partenaire stratégique et au moins 10 pourcent pour le pool d'entreprises multinationales, et
4. Co-entreprise établie pour l'exploitation des opportunités d'investissement liées aux marchés régionaux (restauration, agence de voyage, clinique, garage, banques et autre services,..) selon la clef de répartition des capacités de création de richesse et les règles de rétention de richesse : 60⁺/30⁻/10⁺. Pour la co-entreprise d'exploitation des marchés régionaux, au moins 60 pourcent des parts seront réservées pour l'entreprise transafricaine, au plus 30 pourcent pour l'entreprise multinationale en position de partenaire stratégique et au moins 10 pourcent pour le pool d'entreprises multinationales.

Tableau 1: Règles de rétention de la richesse et règles de répartition du capital globalisé au sein de la co-entreprise

Capacités de rétention de la richesse	Règles de rétention de la richesse pour utiliser au mieux les opportunités d'investissement africaines et par co-entreprises			
	Ressources minières	Marché de produits de consommation	Marchés de produits industriels	Grande distribution
Entreprise transafricaine	40 ⁺	60 ⁺	60 ⁺	60⁺
Entreprise multinationale/partenaire stratégique	30 ⁻	30 ⁻	30 ⁻	30⁻
Pool d'entreprises multinationales	30 ⁻	10 ⁺	10 ⁺	10⁺
Co-entreprise	100	100	100	100

Une agence de régulation au niveau de la CEDEAO veillera à la stricte application des règles de rétention de la richesse. Elle veillera au respect des normes définies pour la structuration des capacités de création de la richesse selon les trois composantes de la co-entreprise avec chacun évoluant dans la limite des règles de rétention de la richesse définie.

Un marché financier pour le commerce des capacités de création de richesse sera nécessaire pour assurer la conformité de l'opération de la co-entreprise selon les règles de rétention de richesse établies. Ce commerce se fera comme celui de l'or, par exemple, et les co-entreprises doivent être enregistrées au niveau des bourses de la sous-région.

Un délai sera fixé pour que les capacités de création de la richesse existantes se conforment aux structures de capacités de création de la richesse et aux règles de rétention de la richesse. Pour toutes les entreprises étrangères ciblées et dans la fourniture des services, un délai de six mois pourrait être fixé pour la mise en place de la co-entreprise.

Pour toute activité dont l'entrée doit être limitée aux groupes d'investisseurs privés africains au niveau local, national et régional, des mesures doivent être prises pour la mise en œuvre dans un délai limité et ne dépassant pas 12 mois. Les doubles nationalités de convenance doivent être bien gérées pour éviter que la croissance économique ne soit pas une source soutenue d'accumulation de la richesse au niveau des citoyens africains et réellement de souche.

Pour illustration, l'exploitation des opportunités d'investissement liées à l'uranium pourrait générer plusieurs co-entreprises :

1. Co-entreprise minière : 40⁺/30⁻/30⁻;
2. Co-entreprise de production des produits industriels (intermédiaires) à base d'uranium: 60⁺/30⁻/10⁺;
3. Co-entreprise de production d'énergie à base d'uranium : 60⁺/30⁻/10⁺, ou
4. Co-entreprise de production d'armes nucléaires pour la défense africaine : 60⁺/30⁻/10⁺.

Sous la stratégie, le leadership de la communauté des affaires en partenariat avec celui de la société civile et des partis politiques doit faciliter l'émergence d'une nouvelle race d'entrepreneurs et d'investisseurs parmi, par exemple, les investisseurs exploitant les opportunités d'investissement liées aux matériaux de construction. Ces entrepreneurs pourraient mobiliser pour former des multinationales, par exemple, pour la production et la grande distribution des matériaux de construction à travers l'Afrique de l'Ouest.

Beaucoup d'importateurs Ouest africains donc de différent pays de la sous-région prennent l'avion ensemble pour s'approvisionner à Dubai ou en Chine chez les mêmes distributeurs. Ils partagent souvent les mêmes chambres d'hôtel.

Ces facteurs bien exploités peuvent favoriser la formation de transafricaines et de co-entreprises et la mobilisation d'un capital régionalisé pour mieux exploiter les opportunités d'investissement régionales dans l'intérêt des investisseurs et des consommateurs africains. La transafricaine ainsi formée pourrait être en joint venture, par exemple, avec Batimat qui existe dans plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest comme partenaire stratégique ou dans le pool des entreprises partenaires pour la grande distribution.

La Stratégie Africaine de rétention de la richesse pour un développement humain durable serait sans aucun doute efficace car elle faciliterait la levée de toutes les barrières liées, par exemple, au manque de technologie, problème de normes et standards, d'accès au marché financier et des produits, à la gouvernance d'entreprise grâce à l'approche co-entreprise et au choix du partenaire stratégique. Elle aidera à une meilleure gouvernance des entreprises en intégrant mieux le capital des entreprises familiales, qui sont dominantes dans la sous-région, dans le capital globalisé et minimiser ainsi le risque de disparition de l'entreprise à la suite de la disparition du Chef de famille et Chef d'entreprise.

Le défi reste à raffermir la volonté collective et la détermination pour « s'unir dans l'action » autour des priorités et des objectifs cités plus haut. Le Programme de communication stratégique a un rôle déterminant dans l'adoption de la stratégie et du système de gouvernance.

La crise de la vie chère qui se manifeste à travers la sous-région de l'Afrique de l'Ouest a éclaté au moment où le Bureau était entrain d'affiner le Programme de communication stratégique. Le potentiel

du Programme à influencer les attitudes est déjà mesurable et grâce à la contribution des medias comme Africable, ORTN du Niger, ORTM du Mali, RFI ou Impact de la CEDEAO qui ont couvert le 8^{ème} Forum de Bamako, la réunion de haut niveau de novembre 2007 à Bamako, la réunion des OIGs à Ouagadougou et les tests du Programme à Niamey.

Comment doit-on faire pour raffermir la volonté collective et la détermination pour s'unir dans l'action?

Pour raffermir la volonté collective et la détermination pour « s'unir dans l'action » en vue de réaliser les priorités et les objectifs sous le Système de gouvernance et la Stratégie Africaine de création et de la rétention de la richesse, un Programme de communication stratégique est développé. Le Programme est destiné à rendre le leadership, pour la construction de l'État, inclusif et partagé entre les leaders des partis politiques au pouvoir et dans l'opposition organisée, et les leaders de la communauté des affaires et les leaders de groupes de la société civile comme discuté sous le système de gouvernance.

Le Programme est destiné à rendre le capital globalisé mobilisé pour l'exploitation des opportunités d'investissement africaines inclusif de la participation effective et de qualité des groupes d'investisseurs africains. Ceci devrait aider à la mise en place d'une plateforme soutenue à partir de laquelle des milliers de co-entreprises seront lancées pour exploiter au mieux les opportunités d'investissement africaines et pour combler le fossé entre les 2Afriques et réaliser les objectifs cités plus haut.

Le Programme a deux composantes : (a) une série de Forums Publics (45 à 75 forums) organisée au cours d'une mission circulaire couvrant la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, et (b) un Business Forum pilote. Le Programme devrait aider à élargir la base de leadership et d'appropriation du processus de changement sous le SGSACRR et avoir une compréhension partagée des 2Afriques pour mieux se préparer à la réalisation des priorités et des objectifs de partenariat.

Le Programme commence par une visite guidée du musée africain afin d'aider à la formation de la dynamique du groupe. L'exemple préféré d'application de modèle erroné de développement est celui sur le coton qui remonte la filière bazin qui ne laisse personne indifférent. Il est convaincant pour engager les plus septiques dans le processus de changement du partenariat global pour le développement.

Lors du test du Programme, l'illustration utilisant le coton/bazin a souvent poussé l'audience à transformer la salle de réunion en annexe du musée. Un temps sera alloué pendant les forums publics à l'audience pour tirer du musée autant d'exemples pour se convaincre que nous sommes tous coupables et nous convaincre surtout que nous les africains devrions nous mobiliser pour prendre le leadership afin d'effectuer le changement y compris au niveau mondial.

La visite guidée est suivie de l'exercice alphanumérique pour préparer psychologiquement au changement d'attitude chez les africains vis-à-vis du processus de développement de l'Afrique et pour aider à recouvrer la grandeur de la société africaine. Pour mieux préparer l'audience au changement, elle sera engagée dans un exercice alphanumérique qui consiste à faire la somme du rang occupé par

chacune des lettres dans les mots anglais (tableau 2) représentant des valeurs sociales et culturelles qui sont à promouvoir sous le Programme.

Tableau 2: Valoriser au mieux les valeurs culturelles et sociales

Valeurs culturelles et sociales									Résultat (%)
K	N	O	W	L	E	D	G	E	
11	14	15	23	12	5	4	7	5	96
H	A	R	D	W	O	R	K		
8	1	18	4	23	15	18	11		98
A	T	T	I	T	U	D	E		
1	20	20	9	20	21	4	5		100
L	O	V	E	O	F	G	O	D	
12	15	22	5	15	6	7	15	4	101

Le Bureau a adopté cet exercice comme outil de communication pour améliorer la gouvernance sociale et culturelle essentielle pour la réalisation des priorités et objectifs sous le SGSACRR. Il est donc exprimé qu'en agissant avec :

1. Le **savoir** (knowledge) sur les 2Afriques et le SGSACRR on serait à 96 pourcent de objectifs cités sous le système de gouvernance et la stratégie africaine de création et de rétention de la richesse ;
2. La **rigueur** (hardwork) et la détermination pour appliquer le SGSACRR on serait à 98 pourcent des objectifs ;
3. La bonne **attitude** vis-à vis de soi-même et du processus de développement de l'Afrique pour reprendre le leadership et se réappropriier le processus de développement de l'Afrique on comblerait à 100 pourcent le fossé entre les 2Afriques et on serait toujours à 100 pourcent des objectifs d'un développement effectif avec des États capables, comptables, réceptifs et une régionalisation et une globalisation qui offrent plus d'opportunités et moins de risques, et
4. L'**amour de Dieu** (Love of God) la vérité deviendra le ciment qui liera le leadership dans leur partenariat et l'honnêteté guidera chacun des leaders dans son action pour atteindre dans l'union 101 pourcent des objectifs.

Au cours de la mission circulaire, 3 à 5 forums seront organisés par pays avec une durée moyenne par forum de 2 heures. La série de forums pourrait porter sur les composantes suivantes:

1. Débat avec les medias sur le Système de gouvernance et la Stratégie Africaine de création et de rétention de la richesse: Présentateur : BSR-AO avec un modérateur chevronné pour aider à mieux organiser le débat;
2. Conférence-débat avec la participation du grand public : Présentateur BSR-AO avec trois autres panélistes dont un des partis politiques, un de la communauté des affaires et un des groupes de la société civile sous la direction d'un Président bien sélectionné et la coordination d'un Modérateur de la société civile;
3. Conférence-débat au sein du parlement et ouvert à la grande écoute grâce à la radio et les télévisions nationales et privées comme Africable pour les pays francophones: Présentateur

BSR-AO ; Président de séance: Président du Parlement du pays et Modérateur : Président du Parlement de la CEDEAO ou son représentant ;

4. Conférence-débat au sein de la communauté des affaires ouvert au public : Présentateur : BSR-AO ; Président : Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du pays, et Modérateur : Président du Forum Ouest-africain des hommes d'affaires ou son représentant, et
5. Conférence-débat avec les partenaires techniques et financiers : Présentateur : BSR-AO ; Président : Ministre de l'intégration régionale et Modérateur : Coordonnateur du Système des Nations Unies.

La société civile nationale sera mobilisée pour être présente à tous les forums et le Président du Forum Ouest-africain de groupes de société civile ou son représentant sera membre permanent de la mission circulaire. Le Forum Ouest-africain de la communauté des affaires et celui des Organisations intergouvernementales pourraient être membres permanents de la mission circulaire.

La mission dans chaque pays sera facilitée par l'équipe pays des Nations Unies. La mission commencera par un mini forum avec l'équipe pays sous le leadership du Coordonnateur du Système des Nations Unies.

La série de forums publics se terminera par un Business Forum pour faciliter l'émergence de la première génération de co-entreprises autour de : riz, coton, uranium, forage. Ce Forum sera organisé en partenariat avec les démembrements sous-régionaux du NEPAD Business Group Afrique et dans le cadre du second Forum de la communauté des affaires de l'Afrique de l'Ouest.

Le Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest : Son ambition pour l'Afrique

La CEA a fêté ses 50 ans et son Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest ambitionne de faciliter le repositionnement de l'Afrique de l'Ouest pour amener l'Afrique toute entière à utiliser au mieux les ressources régionales pour la réalisation des priorités et des objectifs cités plus haut. La réforme en cours des Nations Unies est de leur reconnaître qu'elles ne sont pas un grand financier pour le développement de l'Afrique.

Le Bureau de l'Afrique de l'Ouest a été mandaté à partir de janvier 2007 par l'Assemblée Générale des Nations Unies pour travailler en partenariat parfait avec la Commission de la CEDEAO et à travers un accord partenarial signé le 17 août 2007 à Abuja, Nigeria entre les deux institutions. Les deux institutions se sont engagées à faciliter l'utilisation au mieux des ressources régionales et institutions d'intégration régionale pour rendre la régionalisation et la globalisation effectives pour la construction d'États capables, comptables et réceptifs à travers la sous-région.

Ensemble les deux partenaires ont facilité en novembre 2007 à Accra au Ghana, la mise en place d'un Forum Ouest-africain de la communauté des affaires. Ce Forum devrait aider à mieux utiliser les ressources du secteur privé pour renforcer la capacité de l'Afrique de l'Ouest à retenir une part plus importante de la richesse globale générée de l'exploitation des opportunités d'investissement africaines.

Ensemble les deux partenaires ont facilité le 17 décembre 2007 à Ouagadougou, Burkina Faso la formation d'un Forum regroupant toutes les Communautés économiques régionales (CER) et les Organisations intergouvernementales sectorielles (OIGs) de l'Afrique de l'Ouest. Ce Forum devrait jouer un rôle de facilitation pour valoriser au mieux les ressources régionales et utiliser au mieux les institutions d'intégration régionale pour rendre la régionalisation effective.

Ensemble les deux partenaires ont organisé une réunion de haut niveau à Bamako, Mali en novembre 2007 pour aider à raffermir la volonté collective et la détermination des leaders des partis politiques au pouvoir et dans l'opposition organisée, les leaders de la communauté des affaires et les leaders de groupes de la société civile à « s'unir dans l'action » pour bâtir des États capables, comptables et réceptifs à travers l'Afrique de l'Ouest. Le 29 novembre 2007 la feuille de route (**De la Route de Bamako, 2007**) pour développer un **Système de gouvernance et une Stratégie Africaine pour la création et la rétention de la richesse** (SGSACRR) a été endossée.

Depuis la réunion de Bamako, 2007, le Bureau a continué la recherche sur le SGSACRR pour le rendre opérationnel. Le développement du SGSACRR a été poursuivi de façon méthodique, soutenue, partenariale, partagée avec des feedback à des étapes critiques de son développement y compris au niveau de 5 Chefs d'État de la sous-région (Cape Verde, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal).

Les consultations avec les Chefs d'États ont pris la dimension de véritables séances de travail et elles étaient toutes riches d'enseignement, et de conseils. Les consultations vont continuer avec les Chefs d'État de la sous-région.

Les débats entre le Bureau et le public dans des forums organisés par la société civile au Niger, avec les associations des Jeunes entrepreneurs du Niger, avec les experts en communication d'Africable au Mali et les média publics et privés au Niger ont permis de raffiner le contenu du Programme de communication stratégique. Plusieurs media de portée locale, nationale, régionale et internationale se sont intéressés aux résultats de la recherche du Bureau et les « nouvelles idées » sous-tendant le SGSACRR.

Le Bureau a participé à une série de débats dont trois débats africains diffusés par la Radio France Internationale (RFI) et par Africable. Il a été l'invité du journal d'Africable dont l'interview a été rediffusée.

L'adhésion à la démarche et les encouragements à tous les niveaux ont véritablement dopé l'équipe du Bureau. La Direction¹ de la CEA a reconnu le travail entrepris par le Bureau² de l'Afrique de l'Ouest en lui décernant le 5 avril 2008 le Prix³ (P&P-HRR) pour sa passion et sa persévérance pour la traduction en

¹ La réforme de la CEA a été menée sous la direction de Mr. Abdoulie Janneh, Secrétaire exécutif, pour faciliter le repositionnement de l'Afrique pour qu'elle utilise au mieux les ressources régionales pour la réalisation des priorités africaines et les objectifs d'un développement humain durable.

² Le Bureau de l'Afrique de l'Ouest est sous la direction de Mr. Abdoulaye Niang, Directeur et auteur (a) **Towards a Viable and Credible Development in Africa : The Push Factors** (May 2006) (b) **Globalization : The Key for Peace and Prosperity for Africa** (May 2008).

³ Prize P&P -HRR awarded on April 5, 2008 to SRO-WA by the Executive Secretary of ECA: Prize for Passion and Perseverance in Translating the Strategic Orientation of Harnessing Regional Resources into Results.

résultats concrets de l'orientation stratégique « d'utiliser au mieux les ressources régionales pour la réalisation des priorités de l'Afrique ».

Cette orientation stratégique qui gouverne la réforme de la CEA a été approuvée par l'Assemblée Générale des Nations Unies. Elle a été bien reçue par l'Assemblée des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine en sa session de janvier 2006 tenue à Banjul, la Gambie.

Le Bureau est guidé dans sa recherche par le sage conseil qui consiste à reconnaître que partout où des changements sont requis, la feuille de route menant vers la réalisation des priorités et des objectifs est en grande partie achevée mais avec des maillons manquants empêchant la pleine réalisation des priorités et des objectifs comme cités plus haut. Le Bureau a pour ligne de conduite de se concentrer sur la recherche des maillons manquants et la communication stratégique pour raffermir la volonté collective pour emprunter la feuille de route ainsi refaite.

Le Bureau est convaincu que les « nouvelles idées » sont source de création de la richesse d'une nation et d'accumulation de la richesse au niveau individuel et collectif. Les nouvelles idées sont reconnues par d'autres comme plus que l'épargne, l'éducation et les investissements.

La créativité de l'africain reste la seule source crédible pour assurer un développement humain durable à travers le continent. Les institutions d'intégration régionale appuyées par le BSR-AO en partenariat et au sein des Équipes pays des Nations Unies ont ensemble la plus grande concentration des diplômés des meilleures écoles et universités en Afrique, Asie, Amérique et Europe qui sont relativement bien rémunérés pour faire de leurs institutions travaillant en synergie le réservoir de nouvelles idées.

Le SGSACRR, qui a été élaboré en partenariat et sous le leadership du Bureau, et le Programme de communication stratégique sont prêts pour être utilisés. Le test de validation du Programme montre qu'il est efficace pour la mobilisation pour aider à raffermir la volonté collective et la détermination à « unir dans l'action » le leadership africain à tous les niveaux pour réaliser les priorités et les objectifs cités plus haut.

La poursuite avec rigueur et détermination de la réalisation des priorités et des objectifs cités plus haut fera jouer à l'Afrique un rôle déterminant dans l'émergence de la seconde génération de la globalisation. Sous la seconde génération de la globalisation, l'aide sous sa forme actuelle et vue comme une aide d'un gouvernement étranger à un gouvernement africain, disparaîtra dans un contexte où le leadership politique sera engagé à jouer résolument son rôle pour combler le fossé entre les deux Afriques.

L'aide au développement sous sa forme actuelle est en réalité destinée à aider les communautés des affaires et étrangères à se développer et à prospérer par la facilitation de leur accès aux opportunités d'investissement dans les États africains récipiendaires. Les conditionnalités attachées à la dispensation de l'aide favorisent les groupes d'investisseurs étrangers par rapport aux groupes d'investisseurs africains et nationaux dans l'exploitation des opportunités d'investissement africaines comme illustrées pour le coton.

Le partenariat global pour le développement pour l'Afrique a favorisé la mobilisation des Investissements Direct Étrangers (IDE) en défaveur de celle des Investissements Direct Africains (IDA)

oubliant que le niveau de rétention de la richesse générée est fonction de la participation au capital globalisé mobilisé. Les conditionnalités restent non propices à la rétention de la richesse publique et à l'accumulation de la richesse privée au niveau des citoyens africains d'où la continuation de la dépendance de l'Afrique contrairement au schéma du Plan Marshall.

Le Bureau reconnaît que la mobilisation de la richesse publique doit avoir une composante étrangère explicitement reconnue pour supporter les groupes d'investisseurs africains et étrangers à mieux exploiter les opportunités d'investissement africaines à travers la formation du capital globalisé pour la mise en place de milliers de co-entreprises pour approvisionner les marchés africains et étrangers. En somme, la composante étrangère doit être vue comme une contrepartie et un investissement nécessaire pour optimiser la contribution de l'Afrique à la création de la richesse globale avec une capacité renforcée de l'Afrique pour retenir une part importante pour ses citoyens.

La richesse publique étrangère ne doit plus être vue comme une aumône et allouée aux pays africains dans des conditions humiliantes et préjudiciables à la rétention de la richesse au niveau des États et à l'accumulation de la richesse privée au niveau des citoyens africains. Elle doit être exigée par l'Afrique de l'Ouest à travers la Commission de la CEDEAO et utilisée dans des proportions bien définies avec la richesse publique régionale constituée du Prélèvement Communautaire Unique.

Appel à partenariat pour la mise en œuvre du Programme de communication stratégique

Un appel à partenariat est lancé pour la mobilisation des ressources humaines et financières nécessaire à la mise en œuvre du Programme de communication stratégique comme programmé. Le coût du Programme de communication stratégique est estimé à 500000 US\$. Le Secrétaire exécutif de la CEA a alloué 8 pourcent de la somme le 21 avril 2008 au Bureau pour l'aider à mobiliser d'autres partenaires.

Compte tenu de la crise de la vie chère et l'abondance des interventions étatiques pour contenir les conséquences pouvant résulter de la crise liée au riz, le Bureau a engagé des consultations, pour anticiper sur le Programme de communication stratégique pour organiser éventuellement dans les semaines à venir un Business Forum sur le riz et qui couvrira la composante forages pour la partie maîtrise de l'eau. Un appel à partenariat est lancé à cet effet sous le slogan du Bureau : **Agir maintenant et plus de temps à perdre** pour l'émergence de co-entreprises autour du riz et des forages.

Prière contacter pour plus de détails sur Le Programme: Mr. Abdoulaye Niang aniang@uneca.org et Ms Ngoné Diop ndiop@uneca.org.

Agir maintenant et plus de temps à perdre : Business Forum sur le riz

Les mouvements sociaux et les réactions contre la vie chère présentent des risques pour la cohésion sociale à travers la sous-région. Ces risques doivent être transformés en opportunités pour raffermir la volonté collective et la détermination pour lancer le processus d'utiliser au mieux les opportunités d'investissement liées à l'exploitation des marchés régionaux de riz et des ressources régionales en eaux et terres propices à la production du riz.

Avec l'application du Système de Gouvernance et la Stratégie Africaine pour la création et la rétention de la richesse, il est possible de réaliser le potentiel de production de riz de l'Afrique de l'Ouest et pour en faire une sous-région exportatrice. Un Business Forum pourrait être programmé dans les semaines à venir pour lancer le processus d'un partenariat public-privé en matière de gestion du commerce et des investissements pour exploiter au mieux les opportunités d'investissement liées à la filière riz.

Il faut noter que les mesures annoncées à travers la sous-région pour contenir la crise à l'accès économique au riz sont des mesures palliatives, certaines d'entre elles ayant le potentiel de déplacer le problème à un autre niveau avec des conséquences sur la stabilité nationale et régionale. Certaines mesures n'auront de portée que lorsque le problème d'accès physique aux sources traditionnelles d'approvisionnement de riz à dominance asiatique sera réglé.

Les sources asiatiques ont atteint leur limite d'exploitation pour amorcer la pente descendante. La plupart de ces sources sont aujourd'hui en difficulté pour assurer l'approvisionnement interne donc de celui des consommateurs des pays exportateurs. Cette situation a forcé le gouvernement de certains pays excédentaires à prendre des mesures y compris le recours à l'armée pour décourager voire interdire l'exportation du riz pour contenir les mouvements sociaux dans leur pays.

Le Business Forum sur le riz devrait aider à intégrer les initiatives nationales pour apporter la dimension sous-régionale et augmenter leur chance de réussite en régionalisant celles qui ont le potentiel de l'être. L'application du SGSACRR est nécessaire pour rendre le partenariat privé-public pour la gestion du commerce et investissement intelligent au niveau national et maintenir unis dans l'action tous les groupes d'acteurs.

Il est rappelé qu'en février 2006, le Bureau en partenariat avait organisé un Business Forum pour l'Afrique de l'Ouest visant à mieux exploiter les ressources en eaux et terres du bassin du Niger et de l'Office du Niger en particulier. Le Forum de 2006 a eu lieu au Mali et les autorités maliennes avaient organisé une visite guidée de terrain pour que les participants puissent mieux apprécier le potentiel de production qu'offre l'Office du Niger et les opportunités d'investissement diverses.

Le gouvernement du Mali a offert des opportunités d'investissement à d'autres citoyens africains à travers la CEN-SAD à concurrence de 100000 hectares et 10000 hectares à travers l'UEMOA. Il a mis à la disposition de la Chine 3000 hectares et a offert des conditions pour attirer des multinationales étrangères pour exploiter les opportunités d'investissement au niveau de la zone Office du Niger.

Beaucoup de dirigeants politiques de la sous-région ont visité la zone et exprimé leur volonté d'exploiter les opportunités d'investissement. Il est à noter que l'accent est sur la mobilisation de la richesse publique à travers la CEN-SAD et l'UEMOA, le Millenium Challenge Account.

Malgré tous ces efforts pour attirer les investisseurs, le taux d'exploitation des superficies disponibles dans la zone Office du Niger estimées à moins d'1 million d'hectares reste inférieur à 10 pourcent après 75 ans d'existence. L'Initiative du Mali d'être exportatrice de 100 000 tonnes de riz lors de la campagne 2008-2009 est très courageuse. Les réalisations des dernières années sont meilleures à sept décennies d'exploitation.

La mise en œuvre des mesures pour supporter la production dépendra de la capacité de mobilisation de la richesse publique qui est aussi à allouer dans l'immédiat pour faciliter l'accès économique des ménages à l'alimentation de base. Elle dépendra de la réponse des Partenaires Techniques et Financiers sur lesquels le gouvernement compte et des mesures individuelles prises par les pays de la CEDEAO.

Les observations faites sur l'initiative malienne sont valables pour les mesures prises dans d'autres pays de la sous-région. L'approche de la mobilisation d'un capital globalisé à travers des co-entreprises comme discuté dans cette Note pourrait minimiser les risques et maximiser les chances des citoyens de l'Afrique de l'Ouest de voir améliorer leur accès physique et économique au riz de façon soutenue.

La crise mondiale de riz et les réactions nombreuses dans la sous-région sont des conditions qui augmentent les chances de voir les initiatives de production réussir. Le Forum pourrait aider à intégrer les initiatives disparates au niveau de la sous-région y compris celles annoncées récemment en réponse à la crise pour augmenter leurs chances de réussite individuellement et collectivement.

Le Système de gouvernance et la Stratégie Africaine de la création et de la rétention de la richesse sera présenté au Forum pour aider à utiliser au mieux les opportunités d'investissement régionales. Le Forum devrait aider à assurer que l'économie du riz de la région contribue à la création de la richesse globale de façon optimale avec une capacité renforcée de rétention d'une part plus importante de la richesse globale générée de l'exploitation des ressources en eaux et terres propices à la production de riz et des marchés régionaux de riz, services, d'intrants et équipements.

Le Forum sera l'occasion de réunir un groupe de leaders des partis politiques, de la communauté des affaires et des groupes de société civile pour discuter des conditions spécifiques pour rendre le partenariat public-privé en matière de gestion du commerce et des investissements plus intelligent au niveau national/régional et plus stratégique au niveau international en vue d'utiliser au mieux les opportunités d'investissement africaines. Ces leaders doivent s'unir dans l'action pour faciliter l'émergence d'une nouvelle race d'investisseurs et d'entrepreneurs africains pouvant mobiliser le capital régionalisé pour former des compagnies transafricaines capable de rentrer en joint venture comme il a été stipulé dans la stratégie.

La nouvelle race d'entrepreneurs et d'investisseurs émergera parmi les producteurs et les importateurs africains de la sous-région. Le Business Forum sera l'occasion d'inviter des groupes d'investisseurs privés étrangers surtout asiatiques pouvant être des candidats potentiels pour la mobilisation du capital globalisé et la formation de co-entreprises en tant que partenaire stratégique ou membre du pool.

Les leaders africains seront assistés dans leur délibération et décision par des conseillers techniques nationaux, régionaux et sous le nouveau système de gouvernance par des conseillers étrangers et internationaux. Le Business Forum sera organisé en partenariat avec le NEPAD Business Group Afrique et ses démembrements en Côte d'Ivoire et au Nigeria, le Forum Ouest-africain de la communauté des affaires, et le Forum Ouest-africain des institutions d'intégration régionale, FARA et l'ADRAO.

Un Task Team du Forum des institutions d'intégration régionale comprenant l'ABN, la Commission de l'UEMOA, la Commission de la CEDEAO, Union du Fleuve Niger (UFM), Organisation de Mise en Valeur du Sénégal (OMVS), Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG), CILLSS, ACMAD, CMA-AOC sera constitué pour aider à l'organisation du Forum. Un Task Team leader sera choisi confié à un membre du Forum des institutions et les Équipes pays des Nations Unies faciliteront la mise en œuvre.

Des consultations sont en cours avec le NEPAD Business Group de Cote d'Ivoire, l'ADRAO, FARA et des membres du Forum des institutions d'intégration régionale, la Commission de la CEDEAO pour organiser le Forum. Elles seront engagées avec le gouvernement du Mali pour la tenue du Forum au cœur de l'Office du Niger.

Le Bureau pourra supporter une partie des frais d'organisation du Business Forum dans la limite de 34000 US\$, montant alloué dans son budget régulier pour les voyages de groupe d'experts pouvant participer à ce Forum. Il pourra également supporter le coût de l'interprétation et de la traduction.

L'ordre du jour pourrait être articulé comme cela est indiqué en annexe et qui suit un format pour l'émergence de co-entreprises agricoles et agro-industrielles. Toutes les personnalités et institutions citées n'ont pas été consultées au moment d'imprimer ce rapport. Le format est celui qui est idéal pour engager tous les groupes d'acteurs.

Annexe : Ordre du jour provisoire du Business Forum sur le riz

(selon le modèle de Business Forum pour les co-entreprises agricoles et agro-industrielles)

Date : mai/juin 2008 (tentative)

Lieu : Niono, Zone Office du Niger, Mali (à confirmer)

(à confirmer avec les autorités citées et qui n'ont pas été contactées)

Session 1 : Ouverture

1. Présentation du Programme : NEPAD Business Côte d'Ivoire
2. Discours de bienvenue : Président du pays hôte : Président du Mali, SE Amadou Toumani Touré
3. Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique : reprendre le leadership et s'approprier le processus de développement de l'Afrique : Président du Sénégal, SE Maitre Abdoulaye Wade
4. Raffermissement de la volonté collective et la détermination pour une vision partagée d'une Afrique comme union des nations pour une utilisation au mieux des ressources régionales : Président du Parlement de la CEDEAO, SE Mahamane Ousmane
5. Discours d'ouverture : SE le Président de la CEDEAO et du Burkina Faso, Blaise Compaoré

Session 2 : Facilitation du Partenariat public-privé en matière de gestion du commerce et des investissements au niveau national, régional et international

1. Système de gouvernance et Stratégie Africaine pour la création et la rétention de la richesse : Directeur du Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest, Abdoulaye Niang
2. Valoriser au mieux les ressources régionales en eaux et terres pour la production du riz
 - a. Offres d'opportunités d'investissement régionales pour une utilisation au mieux des ressources régionales en eaux et terres: Ministre d'intégration régionale des pays candidats
 - b. Sécurisation des investissements
 - i. Sécurisation de l'accès à l'eau et terres agricoles : Cabinet privé
 - ii. Industrie de prêts et risque de crédit : Président de ECOBANK, SE Mambi Sidibé
 - iii. Fonds d'Investissement Régional : Quelles possibilités offrent le Prélèvement communautaire unique au niveau de la CEDEAO:
 1. Président de la Commission de la CEDEAO, SE Dr. Mohamed Ibn Chambas
 2. Président de la Commission de l'UEMOA, SE Soumaila Cissé

Session 3 : B2B : Initiation du processus de formation de co-entreprises

1. Simplification des droits des affaires en Afrique de l'Ouest: Cas de l'OHADA
2. Facilitation d'enregistrement en bourses des co-entreprises
 - a. BRVM de l'UEMOA
 - b. Ghana Stock Exchange
 - c. Nigeria Stock Exchange

3. Expression d'intérêts de prises de parts selon les règles de rétention de la richesse et la structuration des capacités de création de richesse pour la formation d'une co-entreprise
 - a. Compagnie transnationale africaine : groupes d'investisseurs publics, privés et africains
 - b. Compagnie transnationale étrangère : groupes d'investisseurs privés, publics et étrangers candidats pour la position de partenaire stratégique dans une co-entreprise
 - c. Pool de compagnies transnationales étrangères : groupes d'investisseurs privés, publics et étrangers candidats pour la position de pool de partenaires stratégiques

Session 4: Mise en œuvre et suivi et évaluation

1. Mise en œuvre : NEPAD Business Group Africa
2. Suivi et évaluation
 - a. Représentant du Forum Ouest-africain de la communauté des affaires
 - b. Représentant du Forum Ouest-africain des groupes de société civile
 - c. Représentant du Forum Ouest-africain des institutions d'intégration régionale

Session 5: Clôture

1. Présentation des résultats du Business Forum : NEPAD Business Nigeria
2. Motions de remerciements : Représentant du Forum des groupes de société civile
3. Discours de clôture : SE Président du Mali

Sources d'information

1. ECA, 2005. "Sustainable Development Report for Africa." Draft Chapter 6: Promoting Public-Private Trade and Investment Partnership: Harnessing Land and Water Resources for Food Security presented at the First West Africa Business Forum held in February 2006 in Bamako, Mali.
2. BSR-AO, 2008a. Conférence-débat. Stratégie africaine de rétention de la richesse. Niamey, Niger 14 mars 2008.
3. SRO-WA, 2008b. Africa Foolproof Wealth Retention Strategy: Act Now and No Time to Waste. Building Capable, Accountable and Responsive States across West Africa. March, 2008.
4. BSR-AO, 2008c. Globalisation : la clef pour la prospérité et la paix pour l'Afrique. Conférence-débat avec les medias du Niger. 15 avril 2008.
5. BSR-AO, 2007a. Rapport de la réunion : Valoriser les ressources et institutions d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest en vue de répondre aux priorités de développement de l'Afrique. 16-17 décembre 2007. Ouagadougou, Burkina Faso.
6. BSR-AO, 2007b. Rapport de la réunion : Repenser le système de gouvernance « s'Unir dans l'Action » pour construire des États capables, réceptifs et comptables en Afrique de l'Ouest ». 27 au 29 novembre 2007. Bamako, Mali.
7. BSR-AO, 2007c. Appel à partenariat : Repenser le système de gouvernance « s'Unir dans l'Action » pour construire des États capables, réceptifs et comptables en Afrique de l'Ouest ». Niamey, Niger.
8. Niang, Abdoulaye, 2006. Regional Integration in West and Central Africa: Role and Importance of Agriculture. *Workshop on Agriculture Policies and Trade in West and Central Africa: Broadening Dialogue to Build an Alliance*. Agriculture, Economic Development and Regional Integration. August 30 to September 1, 2006. Saly Portudal, Senegal . Workshop organized by Conference of Ministers of Agriculture of West and Central Africa.
9. http://www.uneca.org/eca_programmes/srdc/wa/default.htm for more information.